

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snrscgt@vif.cnrs.fr - - Site web : <http://snrscgt.vif.cnrs.fr>

Numéro 354 du 26 juin 2014

Communiqué du SNTRS-CGT

24 juin à l'Assemblée Nationale: rassemblement pour l'emploi dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Ce 24 juin 2014, suite à la réunion plénière du Comité National de la Recherche Scientifique le 11 juin pour la sauvegarde de l'emploi dans les organismes de recherche et les universités, plusieurs syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), avaient appelé à un rassemblement à l'Assemblée Nationale pour peser sur le collectif budgétaire examiné par les députés. Le gouvernement prévoit à cette occasion de supprimer 400 millions d'euros pour l'ESR. Les syndicats (SNTRS-CGT, SNESUP et SNCS FSU, SGEN-CFDT, UNSA, SUD Recherche, UNEF) et les personnels rassemblés (environ 300 personnes) exigeaient un plan de créations d'emplois pour résorber l'emploi précaire : 70 000 non titulaires précaires dans les établissements de l'ESR. Cette situation est intolérable. D'autant que 1/5 du montant du Crédit Impôt Recherche (CIR), qui n'est qu'une aubaine fiscale pour les entreprises qui ne font aucun effort de recherche supplémentaire, suffirait pour titulariser les précaires qui remplissent des fonctions pérennes (de l'ordre de 50 000 agents). Au delà de la titularisation des précaires, les moyens existent pour créer en plus chaque année des milliers d'emplois nécessaires pour développer les recherches dont le pays a besoin. Plusieurs intervenants ont également dénoncé la mise en place à marche forcée des Comue, regroupements anti-démocratiques visant notamment à des réductions d'emplois par mutualisation.

Après de nombreuses prises de paroles dont celles de deux députés (Isabelle Attard, non inscrite et Marie Georges Buffet pour le Front de gauche), les représentants des syndicats ont appelé les personnels à poursuivre la mobilisation pour leurs revendications en ce début d'été et surtout cet automne. Ils ont appelé à la tenue d'assemblées générales et de démarches en direction des parlementaires. De nouvelles actions sont prévues cet automne.

Villejuif, le 25 juin 2014

